



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

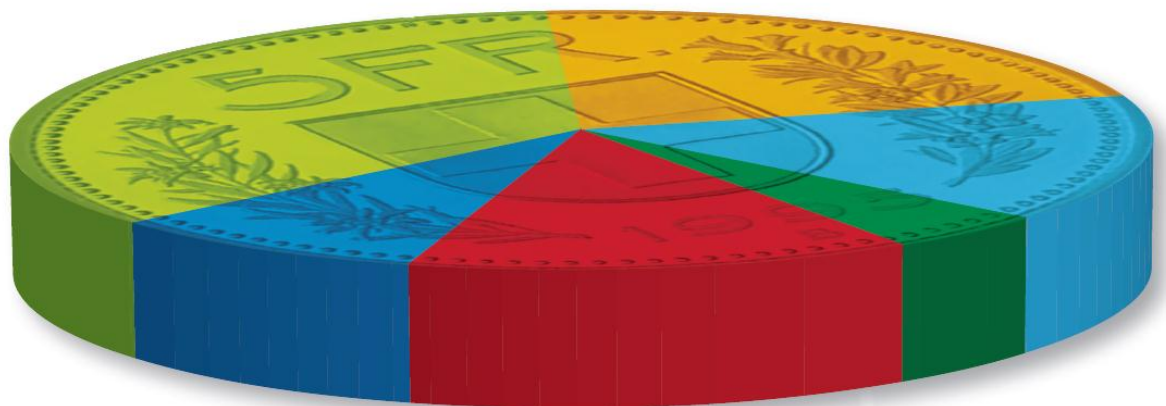
Département fédéral de l'environnement,  
des transports, de l'énergie et de la communication DETEC

**Office fédéral du développement territorial ARE**  
Section Développement durable

## Dialogue développement durable Suisse 2014

### La disponibilité des ressources mondiales et sa portée pour la compétitivité de la Suisse

Compte rendu de la rencontre | Berne, 16 septembre 2014



**Impressum**

**Editeur**

Office fédéral du développement territorial (ARE)  
CH-3003 Bern

**Rédaction et mise en pages**

Stefanie Pfändler, ARE

**Photos**

Regula Adank, ARE

**Mode de citation**

Dialogue développement durable Suisse 2014  
La disponibilité des ressources mondiales et sa portée pour la compétitivité de la Suisse  
Office fédéral du développement territorial (ARE)

**Adresse de commande**

Sous forme électronique : [www.are.admin.ch/dialogueDD](http://www.are.admin.ch/dialogueDD)  
Disponible également en allemand.  
10.2014

## Accueil

**Stephan Scheidegger, directeur suppléant de l'Office fédéral du développement territorial ARE**

Le Dialogue développement durable Suisse constitue une plateforme importante pour le débat sur des questions en rapport avec le développement durable.

La sixième édition du Dialogue qui se tient aujourd'hui a pour base de discussion le rapport « La disponibilité des ressources mondiales et sa portée pour la compétitivité de la Suisse<sup>1</sup> ». La Suisse a besoin de trois fois plus de ressources par habitant qu'elle ne peut en fournir au monde. Nous menons un train de vie trop luxueux. Outre le rapport, le débat de ce jour portera avant tout sur les réponses politiques à apporter à ce défi.



## Présentation du rapport « La disponibilité des ressources mondiales et sa portée pour la compétitivité de la Suisse »

**Andrea Wagner, BAK Basel Economics AG, co-auteur de l'étude**

Durant la crise économique, la pression sur les ressources s'est quelque peu relâchée, mais la consommation, à l'échelle mondiale, continue à augmenter. Le train de vie de la Suisse contribue au niveau élevé de la consommation de ressources. Bien que, d'une manière générale, l'efficacité énergétique de l'économie suisse soit très grande, cette efficacité est inégale d'une branche à l'autre. L'efficacité matérielle est également élevée, mais dans ce domaine, la Suisse ne réalise pas autant de progrès que d'autres pays. En outre, les entreprises déplacent souvent à l'étranger les productions coûteuses. De ce fait, l'efficacité dans le pays augmente, mais à l'échelle de la planète, cette amélioration est illusoire.



En ce qui concerne l'approvisionnement, le risque de raréfaction est plus élevé pour certaines matières comme les terres rares ou les métaux du groupe du platine. Ces matières n'ont pas, jusqu'à présent, d'effet direct vraiment fort sur l'économie nationale. Toutefois, elles gagnent en importance avec l'apparition de nouvelles technologies. En Suisse, trois branches sont fortement dépendantes et présentent donc un risque élevé pour ce qui concerne la raréfaction des ressources : il s'agit de l'électromécanique et de la mécanique de précision, de la métallurgie et de la chimie. Elles seraient les premières à se trouver en difficulté en cas de tarissement des ressources. La Suisse serait certes touchée en cas de problèmes de disponibilité des

<sup>1</sup> Le texte du rapport est disponible sur le site [www.are.admin.ch/dokumentation/publikationen/00014/00563/index.html?lang=fr](http://www.are.admin.ch/dokumentation/publikationen/00014/00563/index.html?lang=fr)

ressources, mais, par comparaison avec d'autres pays, elle disposerait d'une plus grande marge de manœuvre. Pour assurer la compétitivité à long terme, des efforts plus soutenus sont indispensables avant tout dans le domaine de l'efficacité, afin de conserver le meilleur niveau.

### Mathis Wackernagel, président de Global Footprint Network, co-auteur de l'étude

La vie procède d'une lutte continuelle pour des surfaces écologiquement productives. Il en va de même des différentes activités de l'économie humaine. De quelle surface productive disposons-nous ? De quelle surface avons-nous besoin pour obtenir tout ce que nous consommons ?

Les réflexions sur la surface ont donné naissance à la notion d'empreinte écologique. Depuis 1960, la biocapacité s'est élevée d'environ 20 pour cent, principalement en raison de l'augmentation de la productivité par hectare dans l'agriculture. Mais la demande, autrement dit l'empreinte écologique de l'être humain, s'est aussi accrue, et dans des proportions beaucoup plus importantes, presque 300 pour cent. A l'échelle de la planète, l'utilisation des ressources est 50 pour cent plus rapide que leur capacité de régénération. En d'autres termes, notre empreinte écologique est trop forte.

Un pays se trouve dans une situation d'autant plus favorable que la biocapacité à disposition est grande et le revenu élevé. En Suisse, le niveau de revenu est élevé, mais la biocapacité par habitant y est plutôt faible en comparaison avec d'autres pays. Le pouvoir d'achat en valeur absolue a augmenté depuis 1980. Mais dans la lutte pour les ressources mondiales, il importe bien davantage de connaître l'évolution du pouvoir d'achat relatif, soit en comparaison avec le revenu mondial. En effet, ce critère indique comment évolue le poids de la Suisse dans les négociations sur le marché des ressources.

Depuis 1980, le pouvoir d'achat relatif de la Suisse s'est réduit de moitié. A l'heure où les ressources écologiques se raréfient et où son poids dans les négociations diminue, il est stratégiquement risqué d'entretenir encore de grandes prétentions sur le monde.

Qu'est-ce que cela signifie pour la Suisse ? Elle bénéficie d'une certaine protection de par ses revenus élevés et sa stabilité géopolitique, mais cet avantage doit être considéré de manière relative. Et pour faire face aux risques, de quelles options et de quels leviers la Suisse dispose-t-elle sur le plan politique et en tant que communauté économique ?

Par rapport à la situation actuelle, le rapport propose cinq options, qui ont toutes un coût :

**Retrait du monde :** Par scepticisme envers la mondialisation et par peur de perdre les valeurs collectives fondamentales de la Suisse, certaines sont favorables à un isolement du reste du monde. Une telle attitude éliminerait bien sûr la dépendance aux ressources extérieures mais entraînerait de fortes réductions du niveau de vie et une chute de la réputation internationale du pays.



**Hypercroissance** : En connaissance du danger lié aux ressources et de la diminution relative du revenu moyen en Suisse, la politique s'oriente vers le « encore plus qu'avant » et une forte croissance économique. La Suisse mobilise sa compétitivité pour renforcer sa position de tête au sein de l'OCDE et même atteindre une croissance plus rapide que la Chine.

**Assurer les arrières** : Les incertitudes quant à la disponibilité des ressources mondiales et le risque d'évolution négative amènent à miser sur les avantages économiques actuels (« continuer comme jusqu'à présent ») ; un fonds souverain est cependant constitué afin de protéger la Suisse en cas de crise grave et de lui donner les moyens de financer un futur virage en matière d'énergie et de ressources.

**Refonte immédiate de l'économie** : A titre préventif, la Suisse se prépare de manière hyper-technique à une transition en douceur entre la mondialisation sous sa forme actuelle et la réalité post-pétrolière.

**Economie durable – économie verte** : Au vu du déficit global de biocapacité et de l'augmentation de l'utilisation de ressources à l'échelle mondiale, il ne suffit plus, pour ce qui concerne la production et la consommation, de se concentrer exclusivement sur la Suisse. Par une efficacité élevée en matière de gestion des ressources en Suisse, tant du côté de l'offre que du côté de la demande, il est possible de couvrir les besoins propres même dans un monde toujours plus étroit. La forte imbrication avec le reste du monde est aussi une raison de faire avancer les restructurations le long des chaînes internationales de création de valeur qui aboutissent en Suisse.

## La rareté des ressources mondiales – son importance pour la Suisse d'un point de vue économique

Eric Scheidegger, directeur suppléant du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

En Suisse, la création de valeur est générée en fin de compte par des entreprises qui sont en concurrence permanente et devraient être en mesure de s'adapter à la rareté des ressources. Le fonctionnement des marchés n'est toutefois pas optimal. Au vu précisément des effets externes négatifs, les conditions cadre de la politique économique demandent à être complétées.

La sécurité d'approvisionnement est en fait la tâche des acteurs privés, qui connaissent le mieux les matières premières et sont le mieux en mesure d'apprécier la situation. Le principe applicable est celui de la subsidiarité. Sur le plan politique, ce sont les difficultés d'approvisionnement en certains produits particuliers qui doivent nous intéresser, par exemple les médicaments.

Depuis quatre ans, un grand débat est en cours au SECO sur la question des terres rares, dans le but d'estimer la vulnérabilité de notre économie en cas de restriction d'approvisionnement. La Suisse est en outre membre de l'OMC et donc soumise à ses règles multilatérales. Il faut maintenir des règles de



commerce non discriminatoires afin de permettre un commerce même dans des conditions d'approvisionnement critiques.

Il est difficile d'apprécier la qualité des ressources pour l'économie nationale. Et dès qu'il s'agit de biens de dimension mondiale, la question se pose de la contribution que la Suisse peut fournir en tant que petit acteur.

Pour ce qui concerne les ressources monnayables, les mécanismes des marchés ouverts s'appliquent, les conditions cadre de la politique économique sont bonnes et il n'y a guère de besoin d'intervenir. La situation est plus délicate pour les ressources non monnayables. La Suisse peut poursuivre en faisant état de bonnes prestations, mais dans la situation actuelle, il est difficile de vouloir être encore plus exemplaire ou plus efficace. Un seuil se dessine, en-dessous duquel l'économie suisse subira des dommages. Il faut en discuter.

## L'attitude à adopter face à la raréfaction des ressources naturelles au niveau international – Conséquences pour la Suisse

**Xaver Edelmann, président de World Resources Forum**

Mis en comparaison internationale, les Suisses figurent parmi les gros consommateurs. Les Etats-Unis sont encore en tête du classement de l'empreinte écologique. L'évolution la plus marquée s'observe cependant non pas là, ni en Europe, mais dans les pays émergents et dans les pays en voie de développement. Le bien-être est très inégalement réparti : les plus riches, qui forment un cinquième de la population mondiale, accaparent à eux seuls 85 pour cent de la consommation mondiale, les autres vivent dans la pauvreté. Cette inégalité est à l'origine de problèmes toujours plus graves.



Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP) montre le rapport très net qui existe entre le produit intérieur brut et le taux métabolique. La diminution des ressources – qui ont des limites physiques – accroît les risques politiques. Les milieux économiques ont pleinement conscience de cette réalité. Diverses entreprises comme Ernst & Young, McKinsey ou PricewaterhouseCoopers, ont publié des brochures qui attirent l'attention là-dessus. La raréfaction des matières premières touche maintenant aussi, et de plus en plus, des matières « nouvelles », dont il n'était nullement question jusqu'alors. Les notions de « peak minerals » ou « peak metal », désignant le pic de l'offre en matières premières, sont aujourd'hui bien établies.

Les terres rares constituent un cas particulier. La Chine aimerait concentrer la production, ce qui a suscité de vives protestations dans le monde entier. La Suisse doit aussi faire face au problème de sa dépendance. Divers moyens sont proposés pour remédier à la raréfaction des ressources : recherche, changements de conception, innovation, recyclage.

Le World Resources Forum demande que l'on agisse sans délai. L'UNEP exige que la consommation de ressources et le bien-être soient dissociés l'un de l'autre. La consommation de ressources est un problème planétaire et les pays pauvres ont des prétentions légitimes à un plus grand bien-être. Les Etats devraient rendre compte annuellement de leur production de ressources. Mais il faudrait pour cela des indicateurs appropriés.

Pour s'engager sur la voie de la dissociation entre consommation de ressources et bien-être, les entreprises suisses ne manquent pas de moyens. Elles peuvent s'orienter sur les principes de l'économie fondée sur le recyclage, de l'économie verte ou de la société des 2000 watts. Mais il y a nécessité d'agir à tous les niveaux, et tous doivent tirer à la même corde : gouvernements, entreprises, individus. Pour faire plus avec moins.

## Points de vue et manières de voir : qu'est-ce qu'une politique durable de gestion des ressources ?

Débat avec Xaver Edlmann, Eric Scheidegger, Mathis Wackernagel, Andrea Wagner et Dominique Bourg, professeur à l'Université de Lausanne | Direction du débat : Pierre Strub



**D. Bourg** : On parle de développement durable depuis 1972, et pourtant, selon les indicateurs mondiaux, la situation continue à se dégrader. Certains climatologues pensent que, quoi que nous fassions, nous ne pourrions plus empêcher un réchauffement de 2 degrés jusqu'en 2027. Imaginez ce que cela représente pour la Suisse. Je n'ai pas de solution à apporter, mais constate une contradiction entre le modèle politique et le regard systémique global sur la réalité biophysique.

*P. Strub : Où nous situons-nous sur la courbe de croissance ? Sommes-nous encore sur la pente ascendante ou avons-nous déjà dépassé le point culminant ?*

**M. Wackernagel** : Combien de fois la Suisse faudrait-il à la Suisse ? Actuellement, il nous en faut quatre, ce qui est peut-être optimal si notre réflexion ne va pas au-delà de 2050. Mais de quel horizon temporel parlons-nous ? Il faut d'abord le définir.

*P. Strub : Des recherches sont en cours sur de nouvelles formes d'énergie, il y a des entreprises climatiquement neutres, et une maison comme Tesla. Il se fait beaucoup de choses, mais cela suffit-il ? La solution doit-elle venir des entreprises privées ?*



**A. Wagner :** C'est une question difficile. Les entreprises travaillent-elles de manière efficace ou non ? Les prix des ressources sont-ils toujours trop bas pour déclencher une véritable innovation ? Mais l'économie n'est pas le seul acteur en jeu. La situation dépend aussi de la demande des consommateurs et des conditions cadre. Les produits coûtent trop peu par rapport aux ressources qu'ils utilisent. Pensez aux Smartphones. Mais même cet aspect n'est pas simple : si les produits renchérissent, ils deviennent hors de portée de beaucoup de gens.

*« On parle de développement durable depuis 1972, et pourtant, la situation continue à se dégrader. »*

Suisse et d'autre part de la responsabilité planétaire. Pour la Suisse, c'est une mission impossible que de lutter pour une exploitation plus efficace des ressources ailleurs sur la planète. Même si nous renonçons encore davantage à consommer, la Suisse est tellement petite que l'effet reste minime.

**A. Wagner :** La Suisse ne sauvera pas le monde, mais c'est une exigence morale qui ne se pose pas. La Suisse a une orientation très internationale et elle est fortement impliquée dans la chaîne de production de valeur. Ce qui se produit en Chine nous concerne, et la Suisse n'est pas à l'écart de ce processus mondial. Notre responsabilité est d'autant plus grande que beaucoup d'entreprises ont leur siège ici.

*P. Strub : Mais est-ce une bonne chose pour les affaires ?*

**X. Edelmann :** C'est une chance pour la Suisse. Il est vrai que le prix des matières premières est beaucoup trop bas. La Suisse peut faire là des progrès. Des essais sont en cours, intéressants et économiquement supportables. Sans profit, cela ne fonctionne pas, mais tout est finalement une question de mesure. Nous disposons actuellement d'une marge confortable que nous pouvons utiliser.

*« La Suisse ne sauvera pas le monde, mais c'est une exigence morale qui ne se pose pas. »*

**D. Bourg :** Les efforts qui sont faits restent souvent invisibles, et il manque des instruments fiscaux efficaces. Comment montrer aux consommateurs les effets de la consommation ? Ici à Berne, on ne voit pas les émissions de CO<sub>2</sub>. L'information du public est insuffisante. La démocratie directe et la stabilité des institutions politiques constituent un avantage pour la Suisse. En France, il est beaucoup plus difficile de

concrétiser une politique.

*« Peut-être la thérapie est-elle plus douloureuse que le mal, et nous préférons donc rester malades. »*

potentiel réside à mon avis dans la mobilité. Une véritable tarification de la mobilité représenterait un grand progrès, sans parler de l'avantage direct qu'elle nous apporterait. Mais dites-moi, Monsieur Wackernagel, comment, à la fin de cette journée, nous devrions, très concrètement, rendre plus écologique l'exploitation des terres rares en Chine.

**E. Scheidegger :** En Suisse, le plus grand



**M. Wackernagel :** Si nous voulons davantage de terres rares, il nous faut aussi plus d'énergie pour exploiter des mines plus profondes. Et la pression sur la biocapacité s'en trouve encore renforcée. Demandons-nous donc si pour la Suisse, cela constitue vraiment un risque que de consommer quatre fois plus de ressources que ce que notre écosystème peut renouveler. Nous en concluons peut-être que le risque est mince. La thérapie serait alors plus douloureuse que le mal, et nous préférons donc rester au stade de la maladie. Mais peut-être nos indicateurs actuels de risque ne sont-ils pas adéquats. Les prix ne renseignent pas toujours avec exactitude sur le tarissement des ressources naturelles. Aux Etats-Unis, les buffles et les colombes voyageuses ont disparu sous l'effet de leur pillage sans qu'il y ait eu augmentation du prix de la viande. Commençons donc par nous mettre d'accord sur les risques et leurs indicateurs. Ensuite seulement, nous pourrions discuter et chercher des solutions pertinentes.

*P. Strub : La croissance économique est-elle un besoin pour la Suisse ? Courons-nous un risque en consommant quatre fois plus de ressources ? Faudrait-il une RPC<sup>2</sup> pour le recyclage ?*

**E. Scheidegger :** Je ne suis pas favorable au subventionnement des bons comportements. Si l'on veut en faire davantage dans le domaine du recyclage, il faut agir sur les prix. Une RPC serait un mauvais moyen. Il serait plus judicieux d'avoir des produits dont la fabrication demande moins de matière, et de plus grande longévité. Autrefois, l'achat d'une poêle était un investissement. De nos jours, elle dure deux ans et les téléphones portatifs sont équipés d'un dispositif de limitation de leur durée de vie. C'est dans ce domaine que l'on pourrait intervenir.

« Autrefois, l'achat d'une poêle était un investissement. »

**D. Bourg :** Je ne sais pas si le terme « risque » convient. Lorsque nous laissons une situation se dégrader jusqu'à un certain niveau, ce n'est plus un risque. Car un risque peut se compenser. Mais ici, nous portons atteinte, et de manière irréversible, au système écologique planétaire. Notre vocabulaire minimise beaucoup de choses. Les dangers sont d'une toute autre dimension.

**A. Wagner :** C'est juste. Cela ne vaut plus la peine de parler de compétitivité quand il n'y a plus de ressources. La compétitivité est une notion relative. En cas d'augmentation du prix de l'énergie, la Suisse s'en tire mieux que les pays où le travail est moins efficace. Mais s'il n'y a plus de pétrole, l'effet est le même pour tous.

**E. Scheidegger :** Nous ne savons pas quelle part de son bien-être la population est prête à sacrifier. Sommes-nous prêts à renoncer au bien-être ? La diminution des risques a un prix, et ce point a aussi son importance dans une politique démocratique.

« Ne pas affronter le risque entraîne également des coûts. »

**M. Wackernagel :** Ne pas affronter le risque entraîne également des coûts. Sur le plan physique, nous avons une connaissance étendue de notre monde, mais cette connaissance est loin de se répercuter entièrement

<sup>2</sup> RPC : « rétribution à prix coûtant du courant injecté ». C'est un instrument développé par les autorités fédérales pour favoriser la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables.

sur les prix. Nous savons que nous consommons trop de ressources. Nous savons aussi qu'un tiers du monde consomme moins de matière tout en menant une existence tout à fait convenable. Nous savons qu'en 2050, il y aura très probablement neuf milliards d'êtres humains sur la planète et que la pression sur les ressources sera d'autant plus forte. Nous devons anticiper. Qu'en coûtera-t-il à la Suisse de ne *pas* se préparer à ce monde plus risqué ?

*Question du public : La Constitution met en exergue la qualité de la vie et l'importance de laisser à nos enfants un monde où il vaille la peine de vivre. Mais le SECO parle sans cesse de croissance. Est-ce justifié ? Il faudrait, pour être conséquent, supprimer le SECO et instituer à la place un secrétariat d'Etat à la qualité de la vie. Nous devons nous conformer à un nouveau modèle. On nous a inculqué une image de nous comme des machines à produire dans la concurrence, alors qu'en réalité nous sommes faits pour la coopération.*

**E. Scheidegger :** La coopération est effectivement le terme le plus important, et par là j'entends la coopération internationale. Nous sommes des êtres coopératifs au sein d'une petite communauté, mais nous ne le sommes pas dans l'économie mondialisée.

*Opinion exprimée dans le public : Selon l'ONU, nous ne pourrions atteindre un état d'équilibre avec la nature, au niveau planétaire, que si chaque pays y arrive. Cela concerne aussi la Suisse. Les efforts entrepris après Rio 1996 étaient exemplaires. Et pourtant, la charge a continué à augmenter. Les lignes directrices et la stratégie pour le développement durable ne contiennent guère plus que ce que nous avons rapporté de Rio avec l'Agenda 21. Le nombre d'êtres humains n'est pas pris en considération. Seule une population en régression a un avantage concurrentiel.*

*Opinion exprimée dans le public : Les entreprises ne sont pas familiarisées avec la question de la consommation des ressources. Il n'y aura pas de changement sans prise de conscience. C'est un problème de perception et de communication. Le problème est presque inexistant dans le débat public.*

« **Nous ne pouvons pas demander à quelqu'un s'il le veut ou non.** »

**M. Wackernagel :** Une vingtaine de grandes

entreprises du World Business Council for Sustainable Development ont dressé un rapport, il y a quelques années, sur la manière dont nous pourrions, d'ici 2050, fonctionner à nouveau dans les limites de capacité de une seule planète. Ce rapport n'a pour ainsi dire pas été commenté dans la presse. Entre-temps, le Secrétaire général de l'OCDE lui-même dit en outre qu'il est indispensable de se libérer totalement des énergies fossiles. Totalement. Et de cela non plus, il n'est pas question dans les médias.

**E. Scheidegger :** Les idées qui demandent une refonte complète du système sont à mon avis visionnaires, mais à très long terme, tout au plus, elles pourraient effectivement constituer une solution.

*Opinion exprimée dans le public : Si nous continuons comme jusqu'à présent, nous serons bientôt confrontés à un problème. Nous ne pouvons pas demander à quelqu'un s'il le veut ou non. Nous avons une responsabilité et devons l'assumer. Quel que soit le prix à payer. Nous n'avons qu'une planète, et non pas quatre.*

## Pour conclure

**Daniel Dubas, chef de la section développement durable, Office fédéral du développement territorial (ARE)**

L'idée du mandat confié à BAKBASEL n'était pas d'obtenir des solutions définitives, mais de faire apparaître des moyens de mettre en branle le dialogue politique. Nous y sommes parvenus aujourd'hui, au cours de discussions passionnantes et pleines de controverse.

Et la suite ? Il n'y a pas unanimité sur ce qu'il convient de faire ou sur ce que nous sommes prêts à faire. L'Office fédéral du développement territorial va reprendre les thèmes discutés aujourd'hui, et pour son travail pourra puiser dans les résultats de ces échanges. Car il est aussi apparu qu'il reste beaucoup à faire.

Cela a été un grand plaisir de pouvoir vous accueillir aujourd'hui pour ce débat. Nous nous réjouissons par avance de nouveaux échanges sur la question dans le cadre du Dialogue développement durable Suisse.

